

(Traduction)

M. T. L. CHURCH (Broadview): Monsieur l'Orateur, je me propose de ne prendre que quelques minutes du temps de la Chambre. Je n'avais, de fait, aucunement l'intention de prendre part au présent débat, vu que j'ai pris part à celui qui eut lieu sur cette question à l'occasion de la motion invitant la Chambre à se former en comité des subsides, le 21 mars dernier, alors que je prédisais les difficultés et les dangers très graves dans lesquels l'Empire britannique se trouve aujourd'hui. Je ne tiens pas à relever les remarques de l'honorable député (M. Lacombe) qui vient de prendre la parole: il a droit à ses opinions. C'est un universitaire. Si ma mémoire est fidèle, il est entré à l'université vers 1914 et en est sorti en 1918. Comme je représente une ville qui a envoyé 60,000 hommes à la guerre et qui comprend 7,000 foyers que des soldats n'ont pas rejoint, je dois lui dire en toute bienveillance que j'ai un devoir à accomplir envers ceux qui sont ensevelis en France et dans les Flandres. A l'honorable député qui réclame la non participation au nom de la population de sa province, je dis qu'il ne représente pas cette population entière. Je lui rappelle que les étudiants de l'université McGill, de Queens, de Toronto, des universités de l'Ouest et d'autres établissements universitaires se sont enrôlés presque en bloc, à tel point que ces établissements ont presque dû fermer leurs portes fautes d'étudiants.

Je n'aurais pas parlé au cours du présent débat n'eût été l'obligation imposée de déposer un vote relativement à la situation mondiale actuelle, péril le plus grave que le monde ait jamais connu. Aucun vote n'est nécessaire, car tout le monde sait que quand l'Angleterre est en guerre, le Canada l'est aussi. Cette doctrine et cette politique du pays ont toujours existé, mais voilà que nous devons déposer un vote pour flatter l'imagination de nos amis, les tenants du nouveau statut qui sont l'une des causes de cet ennui au pays. Ils voulaient pour l'Empire une constitution détaillée. A quoi cela mène-t-il? Nous en avons constaté les conséquences en Afrique du Sud, en Irlande du Sud et dans notre pays. Ils tiennent à prendre un vote à la Chambre avant que le Canada ne déclare la guerre. En 1914 sir Robert Borden a tracé la politique du pays, savoir que quand la Grande-Bretagne est en guerre, le Canada est en guerre, il a fait voter une aide immédiate et la population l'a unanimement appuyé. Que se passe-t-il aujourd'hui? Nous nous trouvons dans la situation d'avoir à nous conformer à la fantaisie et à l'imagination de nos amis du nouveau statut: il leur faut d'abord un vote de la députation. Je leur dirai ce soir, en substance et en fait, que les 1,340 passa-

gers de l'*Athenia* n'ont eu aucune chance de voter pour ou contre la guerre: les dictateurs ont fait couler ce navire et je prétends ce soir que nous avons un devoir à accomplir envers ces passagers. Au lieu de citer Lowell et d'autres auteurs, je pense qu'il eût été bien préférable si, dans son discours de près de quatre heures, le premier ministre (M. Mackenzie King) avait cité M. Chamberlain qui n'a parlé que seize minutes, et notre propre roi qui a reçu une si grandiose réception dans notre pays et qui n'a parlé que six minutes. L'une des choses les plus remarquables que l'on constate aujourd'hui au Canada c'est l'immense popularité de la monarchie et le déclin de la popularité de la Chambre des communes. Pourquoi? Parce que, à une heure aussi grave que celle-ci, nous siégeons ici pour considérer non la substance mais la forme, ce qui, à mon sens, est absolument inutile. Nous savons tous que nous sommes en guerre.

Ainsi que je le disais, c'est à notre nouveau statut qu'il faut attribuer en partie la situation mondiale actuelle. Comme le disait un ancien premier ministre de France, on ne sait jamais ce qu'il faut attendre de l'Empire britannique: il se compose de tant d'unités; elles sont si éloignées les unes des autres et elles se réclament toutes d'un statut égal, de sorte qu'il est fort difficile de traiter avec elles et d'obtenir une décision ou l'unité. C'est un fait et c'est l'une des causes de la situation présente. J'estime que dans toutes les églises du pays nous devrions offrir des actions de grâce pour ces deux glorieux pays, la France et l'Angleterre. La France aura éventuellement huit millions d'hommes sous les armes et dans ce pays beaucoup de nos jeunes gens dorment leur dernier sommeil. Nous devrions prier demain dans toutes les églises. Ainsi que le dit le Psalmiste: Si les fondations sont détruites, que feront alors les justes? Nous devrions offrir notre gratitude dans tout le Canada à la France et à l'Angleterre pour le salut et la sécurité qu'elles nous assurent.

Suivant moi, toutes les libertés que nous possédons au Canada à cette heure, liberté du culte, de la presse, du Parlement et de l'enseignement, nous les devons à la métropole et, n'était la protection des flottes de la Grande-Bretagne et de la France, nos églises n'ouvriraient pas leurs portes demain. J'en ai assez entendu de ces discours touchant la non-participation du Canada à la guerre. Les habitants des Provinces maritimes, de la Colombie-Britannique et du Québec seront les premiers attaqués. N'était-ce ce grand don séculaire de Dieu à l'humanité, les flottes anglaises et françaises, toutes les maisons et tous les magasins de chaque ville d'un océan à